



Droite dangereuse, austérité renforcée

ORGANISER LA RIPOSTE NÉCESSAIRE !

Parmi les mesures d'austérité adoptées le 25 en Conseil des ministres, certaines frappent de plein fouet la quasi-totalité des travailleurs : l'augmentation de 8% des tarifs du gaz, de l'électricité, de la SNCF, du téléphone, le forfait hôtelier, la taxe sur le pétrole, le prélèvement de 1% sur les revenus (qui à lui seul correspond à une baisse de 1% du pouvoir d'achat). L'emprunt obligatoire, fixé sur une barre très basse, va toucher beaucoup d'entre eux également.

Quelles coupes sombres faudra-t-il faire dans le budget familial déjà étriqué? Pourra-t-on seulement payer? Il n'y a pas de doute, c'est bien l'austérité renforcée pour les travailleurs que le gouvernement a décidée : austérité sans vraie garantie d'avenir meilleur, avec la perspective d'une augmentation du chômage.

*

* *

Le CNPF ne manque pas de toupet quand il dit que ces mesures « ne permettent pas le redressement de l'économie alors qu'elles imposent de lourds sacrifices aux Français ». Car c'est bien lui qui depuis des mois multiplie les pressions et pratique le harcèlement pour en arriver là. Depuis des mois, il a monté un coup de bluff phénoménal sur les « charges sociales » des entreprises qu'il prétend trop lourdes alors qu'au premier semestre 82, les coûts salariaux par unité produite ont été INFÉRIEURS en France de 12% à ceux de l'Allemagne et de 17% à ceux des États-Unis! Depuis des mois, il a obtenu des aides et subventions, des dizaines de milliards de cadeaux du gouvernement... et rien n'a suivi : ni embauches, ni nouveaux investissements!

Quel toupet aussi, chez les leaders de la droite, qui s'en prennent à la « contrainte » imposée par le gouvernement pour « faire payer les pauvres ». Démagogie, que tout cela! Chirac, ce champion de la réaction, avant les municipales a présenté son propre « plan de redressement » : augmentation sensible des prix des services publics, réduction des prestations de Sécurité sociale, réduction du nombre de fonctionnaires, liberté des prix pour les entreprises, suppression de la cinquième semaine de congés payés, etc., etc.

Chirac et ses amis au gouvernement, ce serait Reagan ou Thatcher (10% de baisse du pouvoir d'achat), ce serait pire encore qu'aujourd'hui. Leur campagne haineuse, raciste pour les municipales a aussi de quoi inquiéter tous les travailleurs.

Pour autant, beaucoup de travailleurs attendaient mieux de la gauche au pouvoir. Autre chose qu'un plan d'austérité pour eux! Beaucoup de travailleurs disent : « La droite, on les connaît, mais la gauche au gouvernement nous tire dans les pattes. » Aux municipales, certains avaient exprimé leur déception. Mais la leçon des 6 et 13 mars n'a pas été retenue : François Mitterrand et le gouvernement ont choisi d'adopter des mesures conservatrices, dures aux travailleurs et dangereuses pour l'avenir.

Une autre politique est possible et nécessaire :

— « frapper à la caisse », augmenter sensiblement les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages et les plus-values importantes, plutôt que de ponctionner le pouvoir d'achat des travailleurs ;

— taxer toute sortie de capitaux et les placements spéculatifs plutôt que s'en prendre aux vacances populaires ;

— protéger réellement le marché intérieur des multinationales US, japonaises et allemandes plutôt qu'un appel vague à « consommer français » ;

— soumettre les aides aux entreprises à la réalisation effective des créations d'emplois ;

— remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde, et négocier des accords bilatéraux, sur la base des avantages réciproques et d'égalité, sans le recours au dollar.

Imposer l'austérité à la haute finance, aux multinationales, aux patrons exploités, voilà une politique novatrice, qui garantirait les intérêts de la grande masse des travailleurs.

*

* *

Autour de nous, beaucoup n'y croient plus, cèdent à l'abattement ou à la colère. Il ne faut pas baisser les bras! Il faut, à la fois :

— parer au danger persistant des campagnes de droite, faire connaître ses projets antipopulaires, renforcer toutes les associations antiracistes et de solidarité avec les travailleurs immigrés ;

— riposter aux mesures d'austérité destinées aux travailleurs par des actes, en renforçant l'action et l'organisation à l'entreprise, dans le quartier au sein de nos syndicats et de nos associations.

— LE 1^{er} MAI, IL FAUT FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX, ET TOUS, RASSEMBLÉS ET RÉSOLUS, DIRE NON AUX MESURES D'AUSTÉRITÉ ET EXIGER L'EMPLOI ET LA DÉFENSE DU POUVOIR D'ACHAT POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!

110 000 grandes fortunes possèdent 15% du patrimoine privé!

Outre la ponction fiscale — fort modeste il est vrai — de 5 milliards de francs, l'impôt sur les grandes fortunes a un autre mérite : celui de lever quelque peu le voile. Epoustouffant! 110 000 contribuables possèdent une fortune de 1 500 milliards de francs, autrement dit 0,5% des foyers français possède 15% du patrimoine privé. Chiffre certainement sous-estimé, compte tenu des exonérations, abattements et d'une sous-estimation des valeurs déclarées.

Quant aux plus grosses fortunes, elles dépassent l'imagination : 333 milliards de centimes déclarés ici, 68 milliards là, des dizaines dépassant les 10 milliards. Ces contribuables fortunés, pour 40% sont des inactifs, pour 30% des Pdg et pour les 30% restant ont des professions libérales (notaires, par exemple), gros commer-

cants et gros « agriculteurs ». Encore quelques chiffres : pour la période 79-81, selon une étude du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) publiée dans *La Documentation française*, les revenus d'action allant aux particuliers ont été de 27 milliards de francs et les revenus d'obligation de 32 milliards. Leur augmentation a été de 25,5% par an, soit une croissance annuelle — inflation déduite — de 11%. Et encore : 5% des Français (un million de familles), possèdent 1/4 des valeurs mobilières à revenu fixe, plus de 2/3 des actions, près de la moitié du capital des entreprises non-agricoles, 38% des terrains, 20% des forêts, 45% des logements de rapport... et accaparent 20% du revenu national.

« *Frapper à la caisse* » : un mot d'ordre dépassé?

BLOC-NOTES

Le 23 mars, à Montpellier, se sont déroulées, de 18h à 24h, « *Six heures pour le Tiers Monde* » organisées à l'initiative du PSU et du PCML, avec la participation d'une quinzaine d'associations anti-impérialistes et de solidarité avec des peuples du Tiers Monde (ASFA, AMFP, Comité anti-apartheid, Comité Bolivie, Solidarité Cambodge...) et avec la participation de François Partant, auteur du livre « *La fin du développement, une autre alternative* ». A travers les montages audiovisuels et le film « *Le pillage du Gabon* », les quelque 500 participants ont pu mieux connaître la situation d'exploitation du Tiers Monde et réfléchir ensemble sur la voie que devrait prendre notre pays se fondant sur des rapports égalitaires avec le Tiers Monde.

Au sommaire de *Travailleurs* d'avril : un débat « *Parlons ensemble* » des élections des 6 et 13 mars avec Roland Cayrol, chercheur à la Fondation nationale des Sciences politiques ; une étude analyse des projets de loi sur la démocratisation du secteur public et sur le statut de la Fonction publique ; une interview de Jean-Paul Jean, vice-président du Syndicat de la Magistrature ; un reportage photographique à Citroën-Aulnay, etc.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et *Travailleurs* mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

La réforme des Caisses d'Epargne, DES DISPOSITIONS INACCEPTABLES

La proposition de loi portant réforme des Caisses d'Epargne va passer dans quelques jours au Sénat. Ce projet contient des dispositions graves, qui ont motivé une lettre de Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML, aux présidents des groupes PS et PCF du Sénat. Il y indique notamment :

« *Le titre III de ce projet nous apparaît particulièrement grave, en ce qu'il remet en cause le Statut des personnels et vise à annuler nombre d'accords nationaux et locaux :*

— *l'article 13 vide le Statut de son contenu en le transformant en une suite d'accords collectifs, ce qu'avaient tenté sans succès ces dernières années la droite et les patrons de l'UNCEF.*

— *l'article 15 donne comme rôle à une commission de conclure des accords, alors qu'elle est une entité unique, qu'elle n'a donc pas d'interlocuteurs, et que le droit du Travail impose la signature des syndicats majoritaires pour un accord.*

— *l'article 16 a pour objet d'obliger à une renégociation à froid, ce qui ne peut qu'aboutir à la remise en cause des acquis antérieurs des travailleurs.*

— *l'article 17 est encore plus grave puisqu'il abroge au 1^{er} juillet 85 tous les accords qui n'auront pas été entérinés par la commission paritaire à la majorité qualifiée, ce qui donne un pouvoir exorbitant aux patrons. Cet article prévoit aussi la ratification de tout accord local à venir, ce qui nie toute possibilité de faire avancer les revendications sur la base d'un rapport de forces local.*

En bref... En bref...

BRUITS DE BOTTES AMÉRICAINES AU NICARAGUA

« *La balle qui a tué Pierre Grosjean, médecin français, à Rancho Grande est à mettre au compte de l'administration Reagan* » dit un membre du gouvernement du Nicaragua. Cette déclaration se trouve fortement vérifiée par des informations venant de New-York, Stockholm et Managua. Reagan et sa CIA développent un plan de soulèvement et de guerre civile contre le gouvernement sandiniste. La phase ultime serait planifiée pour juillet. Le gouvernement suédois a parfaitement raison : l'opinion mondiale doit se mobiliser immédiatement.

CLAUDE CHEYSSON A HANOI

Le gouvernement français persiste à ne pas reconnaître le gouvernement de coalition du Kampuchea ; C. Cheysson déclare même « *ne pas souhaiter le départ des troupes vietnamiennes du Cambodge si cela doit conduire à une répétition des horreurs de Pol Pot* ». Autrement dit, pour le ministre français les droits de l'homme cambodgien sont vietnamiens. Attitude opposée en tout point à la déclaration de la Commission des droits de l'homme de l'ONU du 15 février dernier. D'autant que les inquiétudes du ministre sont peu fondées : l'alternative à l'occupation vietnamienne, ce sont des élections sous le contrôle de l'ONU.

« JOURNÉE DE LA TERRE » DU PEUPLE PALESTINIEN

Le 30 mars 1976, des dizaines de milliers de Palestiniens ont manifesté en Israël et dans les territoires occupés, contre la confiscation de terres et l'expulsion des populations, l'implantation de colonies de peuplement et les violations continues des droits de l'homme. L'armée israélienne avait ouvert le feu faisant des dizaines de morts et de blessés. Cette « *Journée de la Terre* », symbole de l'attachement palestinien à sa terre face aux entreprises de dépossession, se déroule dans un climat de colère dans les territoires occupés en raison de l'empoisonnement de près de 500 adolescents à Djenine et à Hébron.

« *Nous vous demandons, sur chacun de ces points de prendre en considération les demandes du personnel et des organisations syndicales, qui n'ont d'ailleurs pas été consultées sur ce titre III, et en particulier d'annuler purement et simplement l'article 17.* »